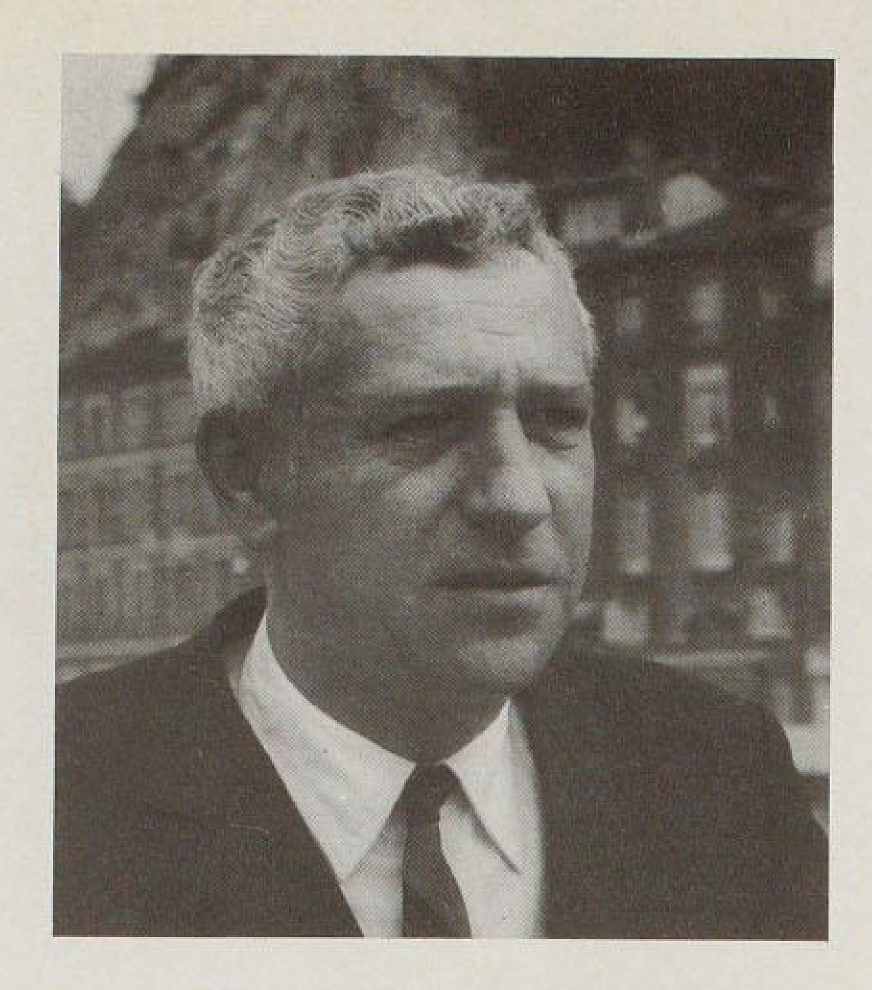


ELECTIONS LEGISLATIVES DU 30 JUIN 1968
3e CIRCONSCRIPTION DE L'ISERE

La solution française

Le lendemain du deuxième tour de ces élections législatives, le 1er Juillet, la France fera comme convenu son entrée dans le marché commun. En dépit de tous ceux qui avaient intérêt à faire trébucher notre pays dans cette marche vers l'unité européenne, seront posées les bases indispensables au développement d'une économie moderne à la mesure de la compétition mondiale, nous permettant d'échapper à la domination des géants.

Car — en notre époque sans cesse bousculée par le progrès — les réalités de la production et des échanges prennent sans cesse le pas sur les engagements de la politique doctrinaire ou sentimentale.

L'ambition du Chef de l'Etat et des gouvernements de la Ve République a été sans cesse de placer la France dans son avenir, de lui ouvrir des marchés pour éviter que son agriculture, son industrie se replient sur elles-mêmes et succombent à l'asphyxie. Les lois de cette concurrence ne sont pas de fantaisie : elles sont tracées par les règles des grands marchés internationaux. Prix de revient, qualité, méthodes de vente en sont les données essentielles.

Ainsi, l'effort d'adaptation à une vie nouvelle a-t-il été demandé au pays. Il faut le reconnaître, l'explication de cette politique n'a pas été suffisante. Parant au plus pressé, le gouvernement n'a pas assez écouté le pays.

La crise que nous venons de traverser a, paradoxalement, son origine dans la jeunesse, plus spécialement en milieu étudiant. Comme si, devant l'ampleur de la tâche, certains aient cru pouvoir s'évader des réalités économiques pour fuir vers des idéologies aventureuses.

Pourtant une solution de bon sens, une solution française existe au problème de l'adaptation au monde moderne, face aux lois sévères du système communiste qui ne peut résoudre les problèmes des pays fortement industrialisés tel que le nôtre.

Cette solution consiste à s'engager résolument dans la voie de la participation, à associer les travailleurs à la gestion et aux responsabilités de l'entreprise. L'agriculture, dans son évolution, doit être soutenue principalement dans nos régions de montagne où il est indispensable de maintenir des conditions de vie normale. Le tourisme pourra ainsi trouver la chaleur nécessaire à son développement : du tourisme social au tourisme de grand standing producteur de devises.

Enfin, la sauvegarde des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat, du commerce est indispensable. Tous assurent l'originalité, le style de notre pays.

En contrepartie de cette participation de tout le pays, à la construction de la France de demain, la compréhension du gouvernement et de l'administration doit être exigée.

Et je vous demande de bien vouloir me choisir pour ce dialogue.

Robert AYMAR
Union pour la
Défense de la
République

Suppléant :
Bernard LUP
Chef de Cabinet
de M. Aimé Paquet,
Républicain
Indépendant



DARDELET - GRENOBLE